

Sabra et Chatila : Nouvelles révélations

Description

Seth Anziska à?? 17 septembre 2018



Des civils palestiniens survivants reviennent dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila après le massacre perpétré par les miliciens liés à la Phalange, Beyrouth, Liban, 21 septembre 1982.
Alain Mingam/Gamma-Rapho via Getty Images

Les historiens essaient de ne pas laisser entendre leurs hoquets dans les salles de lecture des archives officielles, mais il arrive que des traces écrites conservent leur capacité à choquer. En 2012, alors que je travaillais aux archives d'Israël à Jérusalem, je suis tombé sur des documents hautement classifiés sur la Guerre d'Israël au Liban en 1982 qui venaient juste d'être autorisés aux chercheurs. Cet accès était conforme à la règle des trente ans de déclassification qui gouverne l'ouverture des documents en Israël. Assis entouré des dossiers du ministère des Affaires Étrangères, je suis tombé sur les minutes d'une réunion du 17 septembre entre les responsables israéliens et américains qui se tenait en plein milieu du massacre de Sabra et Chatila.

Le surprenant échange mot pour mot entre le ministre de la Défense Ariel Sharon et le diplomate américain Morris Draper a clairement démontré à quel point le massacre des civils dans les camps de réfugiés de Beyrouth Sud a été suivi de l'assentiment de Draper face à la déclaration mensongère de Sharon comme quoi il y restait des « terroristes ». Cela a rendu les États Unis involontairement complices des trois jours de triste renommée du massacre perpétré par les miliciens liés à la Phalange, parti politique de droite des Chrétiens Maronites Libanais qui était l'allié d'Israël.

Peu de temps après avoir publié ces découvertes, j'ai été contacté par William Quandt, important expert américain du Moyen Orient qui a travaillé au Conseil de Sécurité Nationale comme responsable des affaires arabo-israéliennes sous le président Jimmy Carter. Quandt avait été expert-conseil de la défense dans le procès de 1983-1984 d'Ariel Sharon contre *Time Magazine*, par lequel Sharon poursuivait le *Time* pour diffamation pour la façon dont il avait couvert son rôle dans le massacre. Au cours des préparatifs de l'affaire, qui a finalement été réglée à l'amiable, le cabinet juridique basé à New York, Cravath, Swaine & Moore, a obtenu les documents classifiés de l'appendice secret du rapport officiel israélien sur le massacre, connu sous le nom de Commission Kahan. De grandes parties de l'original en hébreu ont été traduites en anglais par le cabinet juridique et ont été authentifiées par plusieurs experts, dont des sources israéliennes. Quandt a reçu une copie de ces documents qu'il m'a transmis pour mes propres recherches.

Nous publions ici pour la première fois ces extraits en anglais de l'Appendice secret de la Commission Kahan dans leur forme originelle en tant que source libre, afin qu'au Liban, en Israël, en Palestine et encore plus loin, les chercheurs puissent consulter directement les sources originelles. Cet appendice est une autre source historique qui peut provoquer un choc : une terrifiante collection de notes qui font un portrait plus complet de l'ardeur des Israéliens et de la Phalange à fomenter la violence contre les Palestiniens comme faisant partie d'une guerre plus large pour remodeler le Moyen Orient.

Il comprend les minutes complètes des rencontres entre responsables israéliens et libanais au moment du déclenchement de la Guerre de 1982, des discussions formatives entre les dirigeants du Mossad israélien, du renseignement militaire israélien et des Chrétiens maronites libanais sur le sort des Palestiniens, des témoignages à la commission de la part d'officiers israéliens de haut rang et les minutes internes du cabinet israélien sur les conséquences de la violence. Collectivement, le témoignage fournit de nouveaux détails sur les longues discussions d'Israël avec ses alliés libanais à Beyrouth pour « nettoyer la ville de ses terroristes » comme partie d'un calendrier politique plus large pour remodeler les données démographiques du Liban. Dans la pratique, cet échantillon de formulations fausses et déshumanisantes sur les « terroristes » a servi à approuver une violence impitoyable qui a conduit à la mort de centaines de civils innocents en septembre 1982.

Les documents qui suivent sont de grandes sections de l'appendice secret de la Commission Kahan. Ce matériel est présenté sans annotation ni commentaire, en suivant la pagination. La numérotation des pages et les notes manuscrites représentent la copie numérisée fournie par William Quandt à qui on a donné ces documents alors qu'il était conseiller du Time dans le procès d'Ariel Sharon contre le magazine en 1984. (Les références de pagination données dans l'essai se rapportent à ces chiffres manuscrits, mais cette numérotation revient dans une deuxième section après la page 309 ; les références sont donc notées ainsi I : 1-309 et II : 1-100.)

[Kahan Commission Appendix \(English\) by The New York Review of Books on Scribd](#)

Plus tôt ce mois-ci, au cours d'un voyage de recherches au Liban, je suis allé voir Bayan Nuwayhed al-Hout, principale documentariste et historienne du massacre de Sabra et Chatila. Peu après le quartier de banlieue de Monte-Verde, la route qui va de Beyrouth au proche village montagnard de Ras el-Matn tourne dans un virage en épingle. En prenant ce virage, mon chauffeur Uber et moi avons interrompu notre conversation au milieu d'une phrase, retenant notre souffle devant la beauté de la Vallée Lamartine couverte de forêts de pins qui se déployait devant nous. La congestion de la capitale en bord de mer, avec son trafic incessant et sa gluante chaleur estivale, s'est évanouie. Ainsi que les plaintes du conducteur à propos du prix des loyers, de la crise des réfugiés et de la corruption politique. Il est aisé de voir combien cette vallée luxuriante, toujours non polluée aujourd'hui, a pu inspirer l'écrit et l'orientaliste français du dix-

neuvième siècle Alphonse de Lamartine, qui lui a donné son nom.

Après la montée, nous avons atteint Ras el-Matn et nous sommes arrivés devant la Pharmacie Raed. Suivant les instructions qui m  avaient été données, j  ai descendu la route sur 200 mètres jusqu  au pied de quelques larges marches de pierre. Au sommet de l  escalier, une femme récemment octogénaire élégamment habillée m  a accueilli chaleureusement et m  a accompagné    l  ombre de son majestueux olivier. Bayan Nuwayhed al-Hout est une formidable universitaire de Palestine, n  e    Jérusalem d  une famille libanaise expulsée pendant la Guerre de 1948 connue en arabe comme la *Nakba*, ou   « catastrophe   ». Maintenant    la retraite, al-Hout passe la majeure partie de son temps    faire des recherches et    écrire dans ce paisible village de montagne, devenu le foyer de la famille Nuwayhed au début du vingtième siècle.

Ce n  est pas de sa dépossession de 1948 que j    tais venu parler avec elle, mais de ce qui s    tait passé trente-quatre ans plus tard, en 1982, quand Israël a envahi le Liban et conduit le combat    sa porte une fois de plus. Le vendredi 17 septembre 1982, quatre soldats israéliens en tenue de combat ont frappé    la porte de l  appartement de Bayan    Beyrouth, o  ¹ elle vivait avec son défunt mari, Shafiq al-Hout, qui était le représentant officiel de l  Organisation de Libération de la Palestine (OLP) au Liban. Shafiq n    tait pas là mais dans la clandestinité parce que la cible de plusieurs tentatives d  assassinat    cause de sa position dominante dans la résistance palestinienne au Liban. Les soldats sont entrés de force et ont commencé    questionner Bayan tout en cherchant des documents. Un officier    trouvé le vieux passeport palestinien de son mari, du temps de son enfance    Jaffa, o  ¹ il était n   et avait été élevé sous le Mandat britannique. Les soldats furent étonnés en parcourant ses pages.

  « Votre réaction ne me surprend pas. Je suis sûre que vous n  avez jamais vu ce genre de document   », leur a dit Bayan.   « Comme vous pouvez le voir, le texte est rédigé dans les trois langues : Arabe, Anglais et Hébreu. Cela remonte    l    poque o  ¹ la Palestine avait assez de place pour tout le monde, sans tenir compte de sa religion ou de sa secte.   »

Les soldats ont confisqué le passeport tendrement chéri, malgré les tentatives de Bayan pour le récupérer, comme elle l  a appris les larmes aux yeux    son mari quand ils se sont retrouvés quelques jours plus tard. Dans ses mémoires, Shafiq al-Hout a relaté l  incident avec un chagrin évident, tirant un message de cette histoire,   « que le perpétuel objectif des Sionistes est l    limination de l  identit   nationale. Pour quelle autre raison continueraient-ils avec insistance    éradiquer toute trace physique, spirituelle et culturelle de notre présence en Palestine ?   » En tant que réfugié qui avait fui la création d  Isra  l et atterri en exil, Shafiq considérait la guerre de 1982 contre l  OLP au Liban comme un assaut sans ménagement contre les aspirations de son peuple.

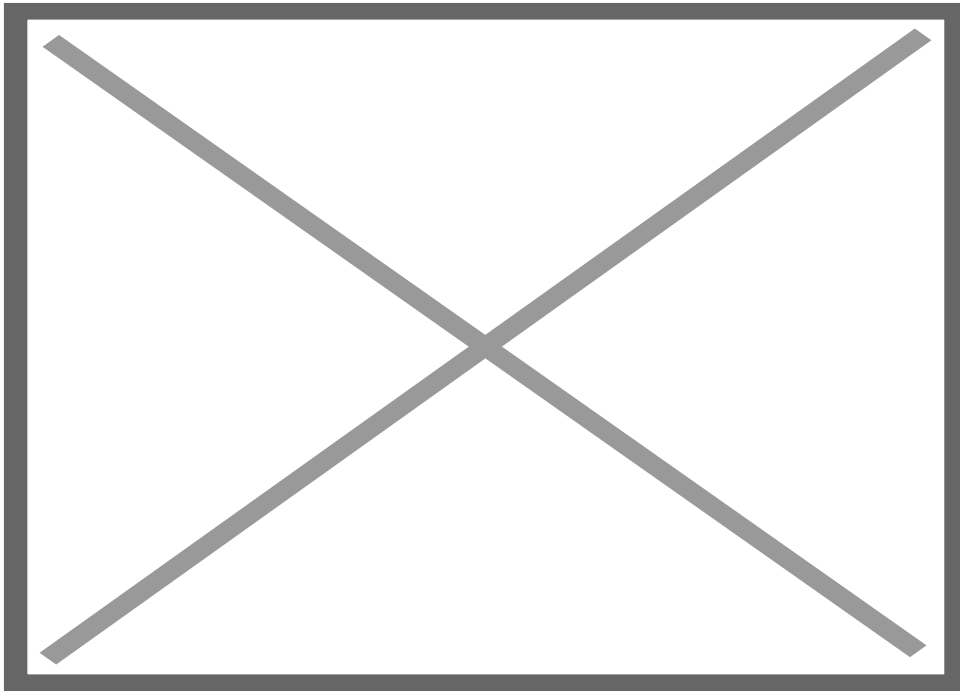
Sous la direction du Premier ministre Menachem Begin et du ministre de la Défense Ariel Sharon, le gouvernement israélien a lancé en juin de cette année une invasion, partiellement sous le prétexte de mettre fin aux tirs de roquettes des militants palestiniens sur la Galilée au nord d  Isra  l. Après le traité de paix de 1979 avec l  Egypte, les dirigeants israéliens étaient par ailleurs devenus de plus en plus inquiets devant le pouvoir de l  OLP et les liens croissants entre les Palestiniens    l  int  rieur des territoires occupés et    travers la diaspora arabe. Leur inquiétude principale se situait au Liban, o  ¹ l  OLP avait replacé le centre de ses opérations depuis la Jordanie après une confrontation armée avec l  arm  e du roi Hussein en 1970-71. Les stratèges israéliens ont cru que cibler l  OLP au Liban et l  obliger    se retirer atteindrait plusieurs objectifs : abolir les aspirations nationales des Palestiniens pour une patrie, expulser les troupes syriennes du Liban et y éliminer l  influence syrienne, et établir un Etat client chrétien maronite en tant que proche allié.

Au lieu d'ancrer la prédominance israélienne sur son voisin du nord, la Guerre du Liban s'est enlisée dans ce que certains ont appelé « le Vietnam d'Israël ». Dans le cadre d'une guerre civile déjà brutale, l'intervention israélienne s'est traduite par la mort de plus de 600 soldats israéliens et d'au moins 5.000 civils libanais et palestiniens – plus de 19.000 d'après les estimations libanaises qui ont compté également les combattants. Etroitement coordonnée avec les forces maronites, l'invasion d'Israël s'est bientôt éloignée d'une incursion limitée vers le siège de tout un État contre le fief de l'OLP à Beyrouth ouest. A la différence des guerres de 1948, 1967 ou 1973, Israël était engagé sans équivoque dans ce que Begin a appelé une « guerre de choix ». Combinant la force militaire et les opérations psychologiques, les forces israéliennes ont infligé de lourdes pertes pour la première fois dans une capitale arabe, bombardant les positions palestiniennes, par terre, par mer et par air, tout en occupant l'aéroport international du Liban.

Le président Ronald Reagan, perturbé par les images de destruction, a poussé son administration à négocier la fin des hostilités et à faciliter une évacuation pacifique des combattants de l'OLP de la ville vers des Etats arabes avoisinants. Le dirigeant de l'OLP, Yasser Arafat, avait signalé que, lui et ses hommes, voulaient bien se retirer pourvu que l'OLP ait les garanties de sécurité américaines requises pour les civils palestiniens et les supporters libanais qui restaient sur place. Partageant le document d'accord de retrait avec Shafiq al-Hout, Arafat a fait retentir une note nostalgique sur le départ :

Beyrouth a donné à la Palestine ce qu'aucune autre capitale arabe ne lui a donné. Elle a donné et donné, sans rien demander en retour. Et elle ne demanderait jamais. Et nous ne devrions jamais la pousser à demander. Nous devrions la payer en retour de notre plein gré.

Le premier contingent de combattants de l'OLP a quitté la ville le 21 août, Arafat et les principaux dirigeants de l'OLP partant sur un vaisseau grec le 30 août vers la Tunisie. Au total, quelque 10.000 combattants ont quitté le Liban par la mer et les routes terrestres, poussant l'OLP dans un exil encore plus profond. Même après que les combats les plus lourds aient cessé, une occupation israélienne prolongée du sud du pays a duré jusqu'en 2000, remodelant la politique de la région. L'influence syrienne sur le pays a perduré, mais a de plus en plus été supplantée par la puissance iranienne avec l'émergence du Hezbollah. Loin de cimenter l'hégémonie régionale d'Israël, la Guerre de 1982 a finalement amoindri l'influence israélienne et américaine au Moyen Orient, tout en transformant la perception et du sionisme et du nationalisme palestinien à travers le monde.



Le chef de milice de la Phalange Bashir Gemayel parlant à quelques uns de ses combattants au début de la guerre civile du Liban en novembre 1975.

Au coeur de cette transformation, il y eut le massacre de Sabra et Chatila, qui a commencé le 16 septembre et se poursuivait encore le jour où¹ des soldats israéliens ont fait irruption dans l'appartement de Bayan le 17 septembre. Après l'évacuation des combattants de l'OLP, Shafiq al-Hout était resté à l'arrière afin d'organiser la protection des civils palestiniens qui restaient dans le pays. Les troupes israéliennes étaient elles aussi restées à Beyrouth, avec Ariel Sharon déterminé à forger un traité de paix avantageux avec un gouvernement libanais docile. L'assassinat le 14 septembre du président libanais Bashir Gemayel, proche allié maronite d'Israël, bouleversa les plans de Sharon et il y répondit en ordonnant à ses troupes d'avancer dans Beyrouth Ouest. Malgré la pression des Américains pour qu'ils se retirent, les Israéliens ont prétendu que les camps de réfugiés hébergeaient encore des « terroristes » qu'ils espéraient « balayer » avec l'aide de leurs alliés chrétiens. A ce moment là, les Etats Unis ont rapatrié les forces de la Marine sur leurs navires, enlevant toute signification à la garantie américaine de protection extérieure. En leur absence, les milices libanaises, liées au parti de la Phalange des chrétiens maronites et chancelant après l'assassinat de leur dirigeant, étaient libres de terroriser les civils palestiniens.

Les combattants de la milice se rassemblèrent à l'aéroport de Beyrouth, principale halte israélienne ; de là, à travers les lignes israéliennes, ils ont été introduits dans les camps qui étaient cernés par les forces israéliennes. Sous le commandement du chef de la Phalange Elie Hobeika, ces hommes ont violé, tué et démembré des centaines de femmes, d'enfants et de vieillards tandis que les fusées éclairantes israéliennes illuminaient les allées étroites et sombres des camps. Sharon, pendant ce temps, informait le 16 septembre ses collègues du cabinet sur les mouvements de la Phalange, soulignant, selon les minutes du cabinet, que « les sultans parleront d'eux mêmes » si nous avons le nombre de jours nécessaire pour détruire les terroristes » (I : 287). Cette insistance sur la présence de « terroristes » démentit la réalité sur qui était resté après l'évacuation de l'OLP, tout en s'accordant avec la stratégie de la rhétorique israélienne pour camoufler d'ailleurs comment la distinction entre civils et combattants armés palestiniens.

Alors que les nouvelles du massacre filtraient goutte à goutte, Bayan Nuwayhed al-Hout commençait ce qui allait devenir une quête assidue pendant de nombreuses années pour recueillir des détails sur chaque victime et corroborer les récits de ce qui était arrivé dans les camps. En enregistrant les interviews des survivants et des témoins et en rassemblant opiniâtrement des documents probants (dont les listes supprimées de victimes, certaines de source humanitaire libanaise), elle a finalement publié le récit définitif du massacre, *Sabra et Chatila : septembre 1982* (2004), qui est aussi paru dans une édition en arabe. Bayan fournit les noms avérés d'au moins 1.390 victimes, avec des estimations qui excèdent de loin le nombre de ceux qui ont été arrêtés et qui ont disparu pendant les violences.

« Je voulais prouver qu'il y avait une communauté », m'a raconté Bayan dans son jardin de Ras el-Matn. « Une communauté a été tuée, des familles ont été tuées. » Un autre moteur de son travail a été la colère ressentie à la lecture du rapport officiel du massacre par les Israéliens, sorti en février 1983 sous le nom de Rapport de la Commission Kahan (et traduit en arabe au Liban). Face à l'indignation nationale et internationale devant cette atrocité, le Premier ministre Begin avait nommé le Juge en chef de la Cour Suprême, Yitzhak Kahan, pour conduire une enquête indépendante sur les événements de septembre 1982.

La commission s'est concentrée minutieusement sur le rôle des Israéliens dans cette affaire, et le rapport a exonéré le gouvernement israélien d'une responsabilité immédiate : « bien qu'il ait trouvé que des dirigeants de l'armée et du renseignement aient été indirectement responsables » d'avoir permis aux Phalangistes d'entrer dans les camps. Ariel Sharon, en particulier, a été distingué pour « n'avoir tenu aucun compte du danger d'un carnage » et « ne pas avoir pris les mesures appropriées pour empêcher la violence. En conséquence du rapport, le Directeur du Renseignement Militaire Yehoshua Saguy et le Chef de Division en charge de Beyrouth Amos Yaron ont été démis de leurs fonctions et brièvement interdits de postes opérationnels. Les documents publiés ont évité cependant toute discussion concernant les victimes ou l'arrière-plan politique du massacre.

Bayan al-Hout a décrit la mécanique du massacre comme ayant trois côtés. « Je n'ai qu'une partie du triangle », a-t-elle dit, « le côté de la victime ». Les deux autres comprennent le côté de la Phalange : « ceux qui ont commis le massacre de leurs mains » et le côté de ceux « qui ont mené le bal ». Les documents de l'appendice issus du Rapport de la Commission Kahan révèlent le troisième côté du triangle et obligent à un nouveau calcul avec la mécanique du massacre et les implications morales des événements de 1982.

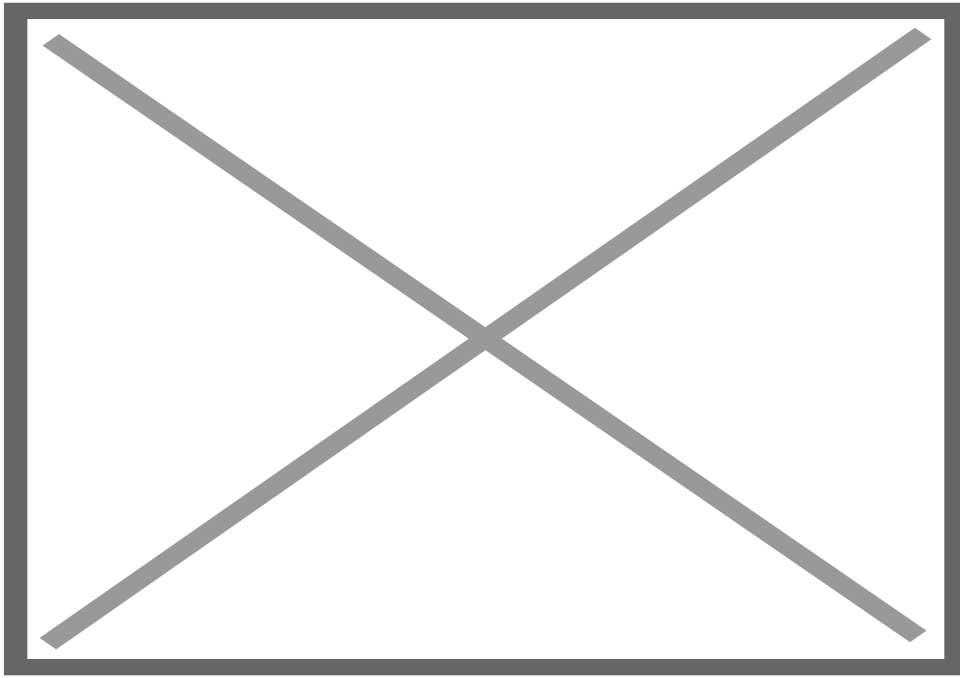
Certains critiques ont toujours suspecté, et espéré dé couvrir la preuve, que les responsables israéliens ont explicitement ordonné le massacre ou directement été complices de son exécution. Ces nouveaux documents ne fournissent pas le pistolet fumant. Ce qu'ils montrent, c'est le schéma d'une vaste coopération et organisation entre les dirigeants israéliens et maronites dans les buts et la conduite de la guerre qui fournit un cadre plus complet pour juger de la responsabilité morale. Ces sources suggèrent une ligne de flexion à propos de la doctrine politique et militaire du nationalisme palestinien qui s'est construite sur l'héritage de la Nakba elle-même, aboutissant à des fins tragiques à l'issue de la destruction forgée à Beyrouth.

Les projets de guerre des Israéliens et des Maronites ne se limitaient pas à cibler les combattants de l'OLP et ceci est prouvé également par les déclarations des responsables des deux côtés au sujet des réfugiés palestiniens. Le sort des réfugiés a d'abord été discuté le 31 juillet 1982, alors que le siège de Beyrouth était encore en cours, à la fin d'une réunion secrète entre le dirigeant chrétien Bashir Gemayel, le chef du Renseignement Militaire Libanais Johnny Abdu, et les principaux responsables israéliens et libanais au ranch d'Ariel Sharon dans le Negev au sud d'Israël. Sharon a expliqué qu'il

insisterait pour un accord de paix d  Isra  l avec le gouvernement libanais et qu  il devrait traiter la question des réfugiés palestiniens laissés    Beyrouth. Bashir a dit aux Israéliens :    Nous nous occuperons de tout et nous vous le ferons savoir bientôt.    Yehoshua Saguy, chef du renseignement israélien, a répondu :    Le temps est venu pour les hommes de Bashir de préparer un plan pour s  occuper des Palestiniens. Je comprends que vous vous apprêtez    le faire et que vous avez besoin de préparer ce plan.    Sharon a ajouté une note finale, anticipant la tendance    la sensibilité en Israël et parmi les supporters de la diaspora devant une action aussi brutale :    Les Juifs sont étranges mais vous devez vous mettre d  accord sur cette question    nous ne souhaitons pas rester là-bas et nous occuper de la question.    (I : 234-43).

En débattant du sort des Palestiniens de cette fa  son, Sharon et les autres responsables israéliens ont invité Gemayel et la Phalange    accomplir les appels d  offre d  Isra  l dans les camps de réfugiés de Beyrouth    et ils ont re  su une réponse enthousiaste. Mais    travers ce langage flou et euph  mique du 31 juillet, quel était exactement cet appel d  offres ? L  entente entre les Israéliens et les Maronites peut remonter    une rencontre antérieure le même mois entre Sharon et Bashir Gemayel au quartier général des Forces Libanaises    Beyrouth. D  apr  s des enregistrements contenus dans l  appendice secret, Gemayel a demandé aux Israéliens    si nous nous opposerions    ce qu  il fasse entrer les bulldozers dans les camps de réfugiés du sud   , faisant référence aux camps du Liban Sud. D  apr  s ces enregistrements,    le ministre de la Défense [Sharon] a répondu en disant que cela ne les regardait pas. Nous n  avons pas envie de traiter les affaires intérieures du Liban    (I : 294-95). Le désaveu de Sharon semble ici sans ambiguïté, même s  il a parlé clairement et de fa  son récurrente de faire sortir les Palestiniens par la violence et l  expulsion dans des discussions ultérieures qu  il a eues juste avant le massacre. Dans une réunion essentielle avec Gemayel le 12 septembre, deux jours avant l  assassinat du leader libanais, Gemayel a dit    Sharon que    il faudrait créer les conditions qui conduiraient les Palestiniens    quitter le Liban    (I : 83 ; 100-102). On ne connaît pas tous les détails de ce qui a transpiré de cette réunion ; il n  y a pas de minutes complètes dans l  appendice (et peut-être n  en a-t-on pas rédigé).

Les extraits de l  Appendice Kahan minimisent cependant le fait que les membres des organisations israéliennes de l  arm  e et du renseignement savaient    l  avance ce que la Phalange avait l  intention de faire aux Palestiniens    au minimum, une expulsion forcée par la menace de violences ou une réelle violence mortelle, et la destruction totale qui s  ensuivrait des camps de réfugiés. D  apr  s le témoignage du colonel Elkana Harnof, officier supérieur du renseignement militaire, la Phalange a fait savoir que    Sabra deviendrait un zoo et Chatila un parking de Beyrouth   . Harnof a ajouté des détails sur des faits de brutalité et des massacres qui avaient déjà eu lieu, infligés par les forces maronites avec    des références spécifiques    des actions d   liminations de locaux   tr  s vraisemblablement palestiniens  . Ceci a été rapport   au ministre de la Défense Sharon dès le 23 juillet, un peu plus de deux semaines après le début de l  invasion israélienne (II : 78). Ce jour là, on a transmis au ministre des Affaires   trang  res Yitzhak Shamir et au ministre de la Défense Sharon un rapport qui décrivait    l   limination    par la milice chrétienne de 500 personnes dans l   vacuation de Beyrouth Ouest. Le directeur du Mossad Nahum Admoni et d  autres ont rencontré Bashir Gemayel et la description de cette rencontre contient des preuves poignantes de ce qui avait été planifié pour les Palestiniens dans tout le Liban.



Le ministre israélien de la Défense Ariel Sharon conduisant un véhicule blindé personnel des FDI pour rejoindre les forces chrétiennes libanaises à Beyrouth Est, Liban, le 15 juin 1982. Bettmann/Getty Images

Selon les notes de la rencontre, « Bashir [Gemayel] ajoute qu'il est possible que, dans ce contexte, ils aient besoin de plusieurs â??Deir Yassine â?? faisant référence au massacre notoire de Palestiniens dans lâ??attaque sur un village par les combattants juifs de lâ??Irgoun pendant la Guerre de 1948. Mais le memorandum de la rencontre raconte : « N.[ahum] Admoni souligne que, tant que les FDI seront lâ??, les Chrétiens devront se retenir de ce genre dâ??actions. Bashir explique une fois de plus quâ??il agira â?? une â??tape ultérieure puisquâ??un Etat chrétien ne pourrait survivre si on ne sâ??occupait de la question démographique â?? (II : 79). Comme Admoni lâ??a expliquâ?? à la Commission Kahan, « Bashir avait une façon de parler trâ??s spontanée. Il étoit préoccupé par lâ??équilibre démographique du Liban et en débattait beaucoup. Lorsquâ??il (Bashir) parlait des modalités de changement démographique â?? câ??étoit toujours sous les termes de meurtre et dâ??élimination â?? (II : 80).

La référence à Deir Yassine étoit une indication inquiétante des mesures que ceux qui étoient la présence des Palestiniens au Liban et voulaient les voir disparaître étoient prêts à envisager. On ne sait pas trâ??s bien oâ?? les réfugiés palestiniens étoient supposés aller sâ??ils survivaient à une telle attaque. La Jordanie étoit une destination possible â?? et Sharon avait exprimé lâ??espoir de voir le Royaume Hashemite sâ??effondrer et se transformer en Etat palestinien à la suite dâ??un afflux de Palestiniens arrivés du Liban, puisque ceci devrait, pensait-il, amoindrir la pression sur Israël de se retirer de la Cisjordanie. Le père dâ??un membre milicien de la Phalange impliquâ?? dans le massacre a affirmé à un membre de lâ??équipe de la Commission Kahan quâ??avant dâ??entrer dans les camps, les combattants avaient étoit brièvement préparés par Elie Hobeika qui « leur avait fait comprendre que leur mission consistait à liquider les jeunes Palestiniens, façon de pousser massivement les habitants des camps à fuir â?? en accord avec la vision de Bashir de lâ??action finale de la guerre à Beyrouth Ouest â??.

Les responsables israéliens étoient évidemment au courant des intentions désastreuses de Gemayel, mais ne voulaient pas payer moralement le prix de leur alliance stratégique avec les Maronites. Quand,

poussés par le juge en chef Kahan de répondre au sujet des intentions de la Phalange concernant les civils palestiniens, le chef du Mossad, Yitzhak Hofi, a expliqué la réponse des Israéliens à Gemayel : « Nous lui avons dit que nous le remercions beaucoup, mais que nous n'avons nullement l'intention de laisser la résolution du problème des Palestiniens du Liban se faire aux dépens de l'État d'Israël » (II : 81-83). A la suite de Sabra et Chatila, la principale défense de Sharon a été de blâmer les miliciens de la Phalange et d'exonérer l'armée israélienne qui était restée hors des camps pendant le massacre.

Les nouveaux documents font une description plus accusatrice d'un plus grand empressement officiel d'Israël à inviter les miliciens de la Phalange à entrer à Beyrouth, à aider à remplir un plus large objectif diplomatique et militaire qui est de terrasser les exigences palestiniennes pour une nation et le droit au retour. Pour les Libanais, les révélations contenues dans l'Appendice Kahan vont révéler une estimation désagréable d'un passé que beaucoup préféreraient oublier. La complicité des Maronites avec les Israéliens avant et pendant l'invasion était connue, Mais les nouveaux détails qui s'y ajoutent offrent une image plus complète de l'activité de l'aile droite chrétienne dans les interventions israéliennes qui ont porté la destruction dans tout le pays. La preuve des projets de violence des dirigeants maronites sapera les longs efforts faits pour réhabiliter les dirigeants en temps de guerre de plusieurs partis politiques.

En Israël, la campagne de réhabilitation a atteint son apogée avec le cas d'Ariel Sharon. La condamnation publique initiale du rôle de Sharon dans la Guerre de 1982 a finalement abouti à sa résurrection avec son élection au rang de Premier ministre au début des années 2000. Mais la focalisation sur le seul Sharon en dédouane d'autres pour leur implication dans la violence contre les réfugiés palestiniens. Eluder les exigences politiques des Palestiniens n'a pas marché dans les années 1980 et ne sera pas contredit aujourd'hui. Comme l'a montré la confrontation de Bayan al-Hout avec les soldats qui ont subtilisé le passeport de son mari, les Palestiniens existent même si on vole les preuves de leur histoire.

Comme un taxi m'attendait pour me ramener à Beyrouth, Bayan m'a raccompagné à la porte, s'arrêtant près d'un autre grand arbre de son jardin. Elle m'a fait tendre la main dans le tronc à côté complètement creusé par une bombe tombée pendant la guerre. Pendant le trajet sinueux pour redescendre dans la vallée, je pensais à quelque chose que Bayan m'avait dit pendant ma visite. Je m'étais interrogé sur ses méthodes en tant qu'historienne et sur mon propre combat pour rassembler les pièces manquantes du triangle pour éclaircir les origines politiques de la violence.

« L'historiographie des massacres ne pourrait jamais être faite en tant que projet, parce que le massacre lui-même, il vous conduit à », a expliqué Bayan. « Il fabrique sa propre historiographie. Vous êtes conduit par le massacre. »

Cet essai est adapté de *Preventing Palestine : A political history from Camp David to Oslo* (Empêcher la Palestine : Une histoire politique de Camp David à Oslo), publié par Princeton University Press.

Une version antérieure de cet essai déclarait par erreur que le procès d'Ariel Sharon contre le Time Magazine avait été réglé à l'amiable ; le procès en diffamation auquel il se réfère a été renvoyé en 1985 dans un tribunal de district fédéral à Manhattan, tandis qu'un procès en diffamation s'est tenu devant un tribunal de district à Tel Aviv, Israël, était réglé à l'amiable en 1986.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine
Source : [The New York Review of Books](#)

date créée

2018/10/02